

réel de croissance de 5 p. 100 chaque année simplement pour maintenir notre position et pour empêcher le chômage d'empirer.

Et, pour combler la mesure, le gouvernement ne peut même pas se targuer d'avoir réussi dans le seul domaine où pendant quelque temps, il prétendait avoir réalisé quelque chose. Comme l'a dit le chef du Nouveau parti démocratique, le premier ministre nous a dit le 23 décembre que l'inflation avait été enrayée et n'existait plus au Canada. On nous a aussi rappelé, comme il se doit, que les chiffres des deux premiers mois de 1971, extrapolés et maintenus pendant l'année, indiqueraient pour l'année un taux d'inflation de 5 p. 100. En d'autres termes, le bilan du gouvernement comporte les pires éléments des deux mondes, un chômage généralisé et persistant et une reprise de l'inflation. C'est à se demander si tous les maux des chômeurs, suscités de propos délibéré par le gouvernement dans son programme de lutte contre l'inflation, n'auraient pas été vains.

Les politiques économiques du gouvernement ont échoué. Il est plus que temps que nous nous en rendions compte. Je ne veux pas être présomptueux, mais en tant que chef de l'opposition officielle, j'ai le droit et le devoir de rappeler à Votre Honneur que j'ai intercedé auprès du gouvernement à la Chambre et dans tout le pays. J'ai exhorté le gouvernement à se servir de tout arrêt de la spirale inflationniste, de tout moment de répit, pour enrayer la tendance inflationniste. Je l'ai invité à utiliser toute trêve pour amener les Canadiens à étudier les méthodes de jugulation de cette spirale. C'est ce que pensent également la Commission des prix et des revenus et, d'après son rapport, le gouverneur de la Banque du Canada.

Le gouvernement a vaguement essayé de lancer un programme d'austérité exactement au moment du paroxysme inflationniste, à un moment où il avait le moins de chances de réussir. Lorsqu'il a eu un moment de répit provisoire, à la suite du grand ralentissement et de l'augmentation de la valeur du dollar canadien, il n'a plus cherché à poursuivre cette politique. C'est aujourd'hui que nous voyons les résultats. Sous le rapport du chômage, j'ai invité le gouvernement à utiliser ses immenses pouvoirs pour encourager l'essor économique et créer des emplois afin de soulager la misère actuelle. Cela décourage les gens de vouloir continuer la lutte anti-inflationniste.

Des voix: Bravo!

L'hon. M. Stanfield: Dans sa sagesse douteuse, le gouvernement a de même rejeté cette proposition. Bref, le gouvernement n'a adopté ni l'une ni l'autre des mesures que je le priais instamment de prendre. Il n'a pas non plus proposé de lignes de conduite lorsque celles-ci auraient pu être acceptées, et il s'est mal servi du pouvoir qu'il a de réduire ce chômage massif. En d'autres termes, il a échoué.

● (12.40 p.m.)

Si je croyais aux complots, monsieur l'Orateur, je pourrais dire que le gouvernement a fait tout ce qu'il pouvait pour étouffer l'économie canadienne dans l'intérêt de Dieu sait quel régime bureaucratique. Mais soyons indulgents; il suffit de dire que l'actuel désordre est le

fruit de l'incompétence en haut lieu,—incompétence, imprévoyance et manque d'imagination. Le gouvernement doit au moins reconnaître sa culpabilité à ces trois chefs d'accusation.

Des voix: Bravo!

L'hon. M. Stanfield: Le refus obstiné du gouvernement de prendre des dispositions permettant au secteur privé de participer efficacement à la relance rapide de l'économie constitue une cause importante de son échec. J'en donnerai deux exemples. En créant et en entretenant un climat d'incertitude sur le plan fiscal, il a découragé les investissements. En faisant la sourde oreille face à tous ceux qui l'invitaient à stimuler l'économie en réduisant les impôts, il l'a délibérément contrainte à la stagnation. Sa politique tendant à assurer presque exclusivement le redressement de notre économie, par les dépenses publiques n'a pas permis de résorber le chômage, ni de juguler l'inflation. Le gouvernement s'est borné à freiner l'expansion économique et à accroître les charges fiscales des contribuables. L'entêtement avec lequel il a reconduit, malgré les promesses antérieures, la surtaxe de 3 p. 100 sur le revenu des particuliers et des sociétés, illustre ces deux aspects de sa politique.

L'inflation n'a pas été jugulée. Cela est évident. Mais on ne triomphera pas de l'inflation en réduisant l'expansion de l'économie. Au contraire, une économie saine et en expansion est la condition indispensable d'une lutte efficace contre l'inflation, voire de la détermination de mener ce combat.

Des voix: Bravo!

L'hon. M. Stanfield: Des allègements fiscaux sélectifs contribueraient à stimuler la production des biens et des services; ils encourageraient l'embauche et réduiraient du même coup les dépenses improductives faites au titre de l'assistance sociale. Toutes ces initiatives constitueraient, à l'heure actuelle, des mesures positives aussi bien sur le plan de la lutte contre le chômage que sur celui de la lutte contre l'inflation.

Surtout, les allègements fiscaux sélectifs de l'impôt sur le revenu des particuliers qui auraient, en ce moment, un effet anti-inflationniste. En permettant aux salariés de garder une plus grande partie de leur revenu, on aiderait à diminuer les pressions exercées par les demandes excessives de relèvements de salaires et, de plus, la baisse du chômage allégerait les poussées exercées sur les dépenses du gouvernement, et partant, sur les impôts à d'autres paliers de gouvernement. Même le gouvernement actuel devrait se rendre compte que cette attitude serait anti-inflationniste. Ne voit-il pas où le conduisent ses politiques? Ne voit-il pas que les coûts au chapitre du bien-être, qui se multiplient comme des champignons, entraînent les gouvernements municipaux et provinciaux à hausser leurs propres impôts? N'est-il pas évident que les demandes de hausses de salaires viennent du fait que les gens veulent au moins maintenir leur standing actuel? Entre-temps, les personnes à revenus fixes—les petites gens dont le gouvernement dit toujours qu'il veut les aider—sont dans une situation pire encore.

Que le ministre des Finances (M. Benson) essaie de réfuter qu'il s'agit d'une réalité de la vie, une réalité qui découle de ses propres politiques. Il n'est pas ici aujourd'hui